



Woippy, le 11 janvier 2024

## Et sinon, un grand coup de pied dans les « flex » ?

Vous avez entendu la fin de la petite musique ? Maintenant, tout le monde change de place ! C'est parti pour des parties sans fin de chaises musicales au siège du *Républicain Lorrain*... Via le compte-rendu du CSE de novembre, **les salariés travaillant à Woippy ont appris qu'ils n'auraient bientôt plus de bureaux attitrés**, à la faveur d'un prochain réaménagement. Il y aura des casiers, mais le moins de papiers possibles. Et les claviers seront rangés par chacun en partant. Pas pour gagner de la place ou de l'argent, non. Mais pour que les gens se voient, se parlent, évidemment. Pour notre bien de salariés, quoi !

Cette petite nouveauté s'appelle le « flex office ». Et **la section SNJ-CGT y est totalement opposée**. Parce que loin de faire du bien aux salariés, cette mesure les déshumanise, les conforte dans cette impression que la Direction fait grandir depuis des mois. Ce sentiment que chacun de nous n'est qu'un pion interchangeable, qui ne mérite pas qu'on investisse en lui, par la formation, pour sa sécurité, pour son matériel, etc. Un mouton bien parqué qu'on peut amalgamer dans des pôles, dont on peut changer les fonctions, les horaires, et donc aussi... les bureaux. Bref, désormais, il faudrait mettre du « flex » à tous les étages, parce qu'être flexible, ce serait être adaptable, plus décontracté, en phase avec l'époque, cool en somme. Mais de qui se moque-t-on ?

Ne nous leurrions pas : sous couvert de communication mal comprise, voire d'amateurisme dans les messages diffusés, **cette perpétuelle instabilité, cette précarité, est organisée sciemment**. Cette Direction ne veut plus que nous soyons bien au travail. Les alertes Risques psycho-sociaux (RPS), les demandes d'inscription Danger grave imminent (DGI), les signalements sécurité, sont systématiquement traités par la temporisation. Ce sera fait... plus tard... si on n'a pas réussi à vous pousser à partir avant...

Pourtant, **l'accord-cadre sur le Vivre ensemble de l'entreprise, la fameuse Qualité de vie au travail, la Responsabilité sociétale de l'entreprise, disent tout le contraire.** En décembre 2021, le groupe Ebra a écrit noir sur blanc qu'il fallait des « bureaux individualisés », entre autres très nombreux points qui ne sont pas davantage appliqués. Le « flex office » ne devrait même pas être un sujet. Les élus n'auraient même pas à laisser la Direction générale aborder ce thème. L'annoncer en CSE, en piétinant l'accord-cadre, ne rend pas la mesure possible. L'ensemble des salariés, de la Rédaction comme au-delà, doit s'y opposer. Sinon, l'ensemble du texte (qui encadre aussi le télétravail et le droit à la déconnexion) pourra subir le même sort, dès lors qu'un Directeur général aura décidé que des salariés qui se sentent mal, c'est mieux pour l'entreprise.

Les décisions sur les voitures de service, il y a quelques semaines, ont déjà amorcé cet inquiétant mouvement venu de la Direction. Il est temps d'y dire stop, fermement, pour que ces atteintes à nos conditions de travail n'aillent pas plus loin. De bouger, pour de bon. Et de mettre un grand coup de pied dans ces « flex ».

**L'équipe du SNJ-CGT du *Républicain Lorrain***  
(contact : [snjcgterv@gmail.com](mailto:snjcgterv@gmail.com))